

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

Merci à rae777  
Membre du site  
devenez-fonctionnaire.fr  
pour le partage de sa copie

À compléter par le candidat

Abattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel <sup>(1)</sup>

Rayer les mentions inutiles

Externe

Pour l'emploi de : Inspecteur des Finances Publiques

Épreuve n° : 01

Matière : Note de Synthèse (006)

Date : 14/09/2019

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 01

#### À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Une autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation de crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20  
15,50

## Note de synthèse: les enjeux de la biodiversité et sa problématique de financement

Depuis la signature, en juin 1992, de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, la biodiversité a été élevée au rang d'enjeu international.

La biodiversité, qui regroupe l'ensemble des milieux naturels, formes de vie et leurs relations, est par conséquent indispensable à toute forme de vie et à toute activité économique. Toutefois, elle est menacée par le réchauffement climatique (I). Le financement de sa protection est donc devenu un nouveau défi à la fois pour les acteurs privés, les États et les organisations internationales (II).

I) La biodiversité, qui est indispensable, est menacée par les activités humaines (A). Sa préservation est donc un enjeu pour les acteurs privés et les États (B).

A) La biodiversité, source de bien-être et de croissance est menacée par le chauffage climatique

Tout d'abord, la biodiversité soutient le fonctionnement des écosystèmes et fournit les services essentiels au bien-être humain comme la nourriture ou encore l'eau potable. Par ailleurs, elle est au cœur de nombreuses activités économiques telles que la pêche, l'agriculture ou la sylviculture. Ensuite, en fournissant de nombreuses matières premières, telles que le bois, la laine ou les minerais, elle permet le développement de nombreuses activités de production qui contribuent à la croissance économique.

Néanmoins, les activités humaines impactent négativement la biodiversité. En 50 ans, ces activités ont causé la dégradation de 60% des milieux naturels et 70% de milieux naturels sont sur-exploités. Concernant la faune, en 2018, 28% des 93 574 espèces étudiées étaient menacées. Ces dégradations sont dues aux activités humaines qui épuisent les milieux naturels et polluent eaux, sols et air. Cette perte de biodiversité aggrave le réchauffement climatique, déjà impacté par les activités humaines: la nature perd sa capacité à absorber les gaz à effet de serre.

B) Les acteurs privés et les pouvoirs publics se mobilisent pour protéger la biodiversité et développer de nouveaux secteurs, plus responsables.

Ils œuvrent pour allier croissance économique et développement durable, qui est un mode de développement où la satisfaction des besoins actuels ne compromet pas la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Les fonds fiduciaires sont des institutions privées qui financent certains projets en accord avec les donateurs. Au cours de ces 15 dernières années, des fonds ont été créés dans plus de 50 pays pour protéger l'environnement. Aujourd'hui, ils ont rassemblé 518 milliards d'euros de capitaux.

Les Etats œuvrent également pour protéger la biodiversité. A l'échelle nationale, le, aux Etats Unis, la membre du Congrès Ocasio Cortez a présenté un « Green New Deal » qui vise à réduire les émissions de carbone des Etats-Unis à zéro d'ici 10 ans et les 100% d'énergie propre et renouvelable d'ici à 2035. Les Etats Unis sont les deuxième émetteurs de dioxyde de carbone au monde.

La France a également pris des mesures à l'échelle nationale. La CDC Biodiversité a lancé le programme Nature 2050, qui incite les entreprises, acteurs privés, à financer des actions d'adaptation et de restauration de territoire agricole, naturel et forestiers français. De même, le musée du Louvre a créé un fonds pour préserver l'environnement et donc la biodiversité et restaurer des églises ou châteaux. Enfin, les citoyens se mobilisent également: l'investissement responsable.

représente 1000 milliards d'euros, soit la tiers des investissements en France. De plus, 63% des épargnants accordent une place importante aux impacts environnementaux dans leurs décisions de placement.

Toutes ces initiatives ont permis l'émergence de nouveaux secteurs, comme le marché de produits verts, qui a entraîné le développement de modes de consommation et de production durables dans les filières agricoles et touristiques, via l'écotourisme par exemple.

La biodiversité, qui est indispensable à la vie et à l'activité économique, est menacée par les activités humaines. Ainsi, acteurs privés et publics ont appréhendé ce nouvel enjeu à l'échelle nationale, ce qui a conduit à l'émergence d'un secteur éco-responsable. Toutefois, la protection de la biodiversité passe également par un financement européen et international.

II) La protection de la biodiversité passe par un financement européen et international (A) qui se heurte à certaines limites (B)

A) Les instances européennes et internationales préservent la biodiversité via plusieurs mécanismes de financement

A l'échelon européen, l'Europe a annoncé consacrer un quart du prochain budget de l'Union aux objectifs climatiques: 320 milliards d'euros seront destinés aux politiques d'intégration régionale, à l'énergie, aux transports ou à l'agriculture. La Commission européenne, quant à elle, a lancé le mécanisme de financement en capital naturel (NCFF). Il a pour objectif de soutenir l'investissement dans dix projets qui peuvent viser à lutter contre la pollution de l'eau ou des sols, par exemple. Ainsi, le fonds irlandais pour la sylviculture durable va employer 13 millions d'euros issus du NCFF pour reboiser la plantation et terre arides avec des espèces d'arbres indigènes.

À un niveau international, dans la continuité de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et de son protocole complémentaire, de nombreux mécanismes de financement ont fait leur apparition.

La réforme fiscale environnementale consiste à alourdir la fiscalité des activités économiques qui ont des externalités négatives sur l'environnement. Ces taxes ont rapporté près de 700 milliards de dollars américains en 2010 aux pays membres de l'OCDE. A contrario, les programmes volontaires comme les paiements pour services écosystémiques ont coûté entre 6 et 9 milliards de dollars en 2008. L'aide publique pour le développement ce ne son volet biodiversité passer de 9,3 milliards à 5,7 milliards entre 2005 et 2010. Enfin, les flux financiers soutenant la biodiversité représentent 8 milliards sur les 70-120 destinés à la lutte contre le changement climatique.

Enfin, les institutions internationales peuvent cibler un pays en particulier. Ainsi, le Fonds pour l'environnement mondial a attribué 6,6 millions de dollars aux Seychelles, pour favoriser son développement durable.

B) Le financement de la protection de la biodiversité se heurte à plusieurs limites :

Les investissements annuels requis pour atteindre les objectifs de développement durable s'évaluent à plus de 5000 dollars par an. Toutefois, les systèmes de financement actuels ont des limites qui rendent difficile l'atteinte de cet objectif.

Tout d'abord, il existe des différences de taxation entre pays du Nord et du Sud. Les pays du Nord taxent à la fois la production <sup>de l'énergie</sup> énergétique et le transport, tandis que les pays du Sud taxent l'extraction de ressources, qui a un impact plus direct sur la biodiversité. Cela se traduit donc par des recettes différentes entre le Nord et le Sud, et les pays du Sud, qui regroupent des populations pauvres, sont les premières victimes de la perte de la biodiversité.

Par ailleurs, les investissements pour la biodiversité ne sont rentables que sur le long terme, ce qui peut décourager les investisseurs. En Islande, le projet de reboisement ne sera rentable qu'à long terme, d'où la nécessité de le financer auprès de l'Union Européenne. Initiative privée et publique sont donc étroitement liées. Ainsi, en ce qui concerne les fonds fiduciaires, ils sont abondés par l'aide publique au développement. De plus, les investissements sont vulnérables à la volatilité du marché : les fonds fiduciaires ont enregistré près

de 7% de perte pendant la crise.

De plus le caractère volontaire de certains financements constitue une autre limite. La compensation volontaire se développe plus vite au Sud qu'au Nord, par exemple.

Enfin, certains subventions peuvent avoir un effet revers, comme c'est le cas en agriculture.

En somme, si la protection de la biodiversité représente, avec le réchauffement climatique, l'enjeu fondamental du XXI<sup>e</sup> siècle, son financement, présent à de nombreux échelons, comporte de nombreuses limites intrinsèques.

Note de propositions: mécanismes envisageables de financements publics et privés pouvant être mis en œuvre en France pour la préservation de la biodiversité.

Selon les experts, la moitié des espèces vivantes pourrait disparaître d'ici un siècle. Ainsi, la préservation de la biodiversité, qui regroupe les milieux naturels, faune de vie et leurs interactions est un défi qui doit concerner non seulement les pouvoirs publics, mais aussi les acteurs privés (II)

I) La préservation de la biodiversité passe par l'augmentation des recettes en la matière (A) et par l'encouragement de l'initiative privée (B)

- (A) Pour préserver l'environnement et sa biodiversité, l'État français doit avoir les ressources nécessaires, ce qui passe par une hausse de la fiscalité environnementale. L'État peut donc augmenter les taxes sur les activités très polluantes, génératrices d'externalités négatives sur l'environnement. En effet, même s'il existait le système des quotas <sup>polluants</sup> au niveau de l'Union Européenne, ce système peine à faire ses preuves en raison de la largesse des quotas.

octroyées. Par ailleurs, les sanctions prises face aux entreprises polluantes sont peu dissuasives: certaines entreprises ont donc plus à y gagner en polluant qu'en respectant la loi. Ainsi, l'Etat devrait renforcer les sanctions pénales existantes déjà en la matière et créer des sanctions administratives complémentaires. Enfin, en plus d'augmenter ses recettes, l'Etat doit également encourager l'initiative privée.

(B) Une partie des ressources de l'Etat doit être allouée au développement de l'initiative privée. L'Etat peut tout d'abord sensibiliser les citoyens à la cause environnementale via des programmes scolaires et universitaires dédiés, en développant les lycées agricoles sensibilisés à l'écologie par exemple. Ensuite, il faudrait étendre les crédits d'impôt et les prêts à taux zero qui concernent les travaux énérgétiques pour passer à l'énergie renouvelable. Enfin, l'Etat devrait mettre en place des réductions d'impôt sur les sociétés et le revenu des contribuables qui réalisent des investissements dans le secteur du développement durable: leurs gains seraient exonérés d'impôt. Par ailleurs, l'Etat pourrait envisager de compenser la perte de tels investissements.

En augmentant sa fiscalité, l'Etat aura les ressources nécessaires pour préserver la biodiversité. D'autres réformes permettraient d'encourager l'initiative privée des entreprises et des ménages.

II) Les entreprises (A) et ménages doivent participer au financement de la protection de la biodiversité

(A) Les entreprises pourraient investir une partie de leurs bénéfices dans la recherche et le développement durable, ce qui va permettre de protéger la biodiversité et de réduire leurs coûts de production avec des procédés de production plus efficaces et respectueux de l'environnement. Enfin, les entreprises peuvent créer des fonds destinés à la protection de l'environnement et de la biodiversité.

01

(pour les épreuves à option,  
indiquer le sujet traité)

INTERCALAIRE N° 01

ETIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

L'initiative privée passe aussi par l'action des ménages. Ces derniers pourraient consacrer une partie de leur épargne pour investir dans des entreprises, ou fonds, qui œuvrent pour la protection de l'environnement. Les ménages peuvent aussi chercher à réduire leur empreinte environnementale, en favorisant la consommation de produits locaux ou en se déplaçant à pied ou en transports en commun plutôt qu'en voiture, par exemple.

En somme, le financement de la biodiversité doit donc être impulsé par l'Etat pour pouvoir toucher les acteurs privés.